

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 668 / Juillet 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2021

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

L'année 2021 débute sur une note mitigée

Le début de l'année a été marqué par l'identification d'un foyer de contamination le 22 janvier ayant entraîné un ralentissement bref de l'économie de l'archipel. Pendant près de deux semaines, le territoire a ainsi procédé à une large campagne d'identification, dépistage et isolement des cas contacts. Les bars, restaurants et établissements recevant du public sont restés fermés, tout comme certains commerces non alimentaires.

Dans l'ensemble, les indicateurs économiques suivent des tendances contradictoires au 1^{er} trimestre 2021. La croissance des prix repart légèrement à la hausse, alors que la consommation des ménages rebondit portée par l'augmentation de la consommation de biens non alimentaires et de biens durables. Les chiffres du chômage se maintiennent également à de faibles niveaux, et le recours au chômage partiel est resté stable.

Au contraire, l'investissement des entreprises recule, marqué par une forte diminution des importations de biens d'équipement, et ce malgré une croissance continue des encours de crédit d'investissement. Les échanges commerciaux sont également en baisse : les importations repartent sur une tendance négative, tandis que les exportations chutent, principalement en raison des exportations de produits de la mer. Au final, le déficit de la balance commerciale s'améliore, après s'être détérioré pendant deux trimestres consécutifs.

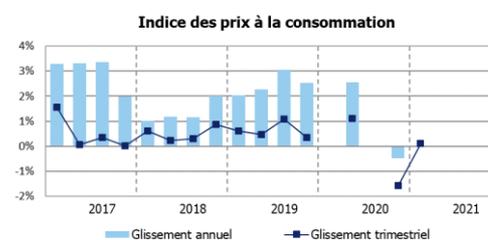
Le secteur de la pêche halieutique, portée uniquement par la pêche industrielle au 1^{er} trimestre, est en repli par rapport à l'année précédente, tandis que le secteur touristique souffre toujours de la fermeture des frontières.

Les prix à la consommation repartent légèrement à la hausse

L'indice des prix à la consommation est en hausse au 1^{er} trimestre 2021 (+0,1 %) après une diminution marquée au semestre précédent (-1,6 % entre juin et décembre 2020).

Cette augmentation est attribuable à l'évolution des prix du fioul de chauffage et des carburants et lubrifiants pour véhicules personnels (+0,0 % et +0,8 % respectivement), après une importante diminution de leurs prix entre juin et décembre 2020 (-23,1 % et -20,34 % respectivement). Les prix augmentent également pour les articles d'habillement et articles chaussants (+0,6 % après +0,3 % entre juin et décembre 2020), ainsi que les postes et télécommunications (+0,9 % après +0,0 % entre juin et décembre 2020).

Au contraire, les prix des pains et céréales (-1,2 % après -0,3 % entre juin et décembre 2020) ainsi que des légumes frais, congelés, séchés et conserves (-1,2 % après -2,6 % entre juin et décembre 2020) continuent à diminuer. Le prix du lait, fromage et œufs est également à la baisse (-1,2 %) pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2018. De la même manière, le prix du sucre, confitures, miel, chocolats et confiseries diminue (-1,9 %) pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2019.



Les données du 1^{er} et 3^e trimestre 2020 sont indisponibles. La donnée de la courbe "glissement trimestrielle" au 2^e et 4^e trimestre 2020 est en glissement sur 6 mois.

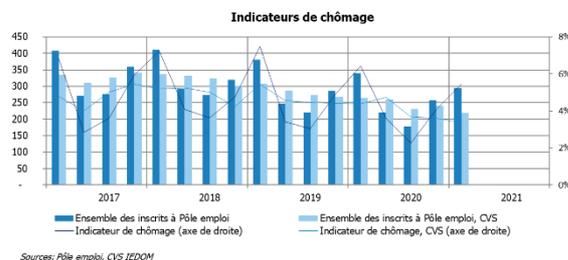
Source : Préfecture

Les indicateurs de chômage restent bien orientés

Structurellement moins bien orienté en hiver, le marché du travail au 1^{er} trimestre 2021 conserve toutefois une évolution favorable. Les chiffres du chômage atteignent les niveaux les plus bas pour un 1^{er} trimestre¹. Fin mars 2021, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A s'éleva ainsi à 172 personnes, soit une baisse de 15,7 % sur un an. Similairement, le nombre de DEFM toutes catégories diminua sur un an (-13,3 %) à 294 personnes. L'analyse avec correction des variations saisonnières confirme cette tendance: les nombres de DEFM de catégorie A et de toutes catégories sont en baisse sur trois mois (-6,8 %, CVS et -8,6 %, CVS respectivement).

Le taux de chômage des DEFM de catégorie A s'établit à 5,4 %, soit une diminution de 15,5 % sur un an. Il s'agit du taux de chômage le plus bas pour un 1^{er} trimestre depuis 2016. Après correction des variations saisonnières, l'indicateur de chômage s'éleva à 3,4 %.

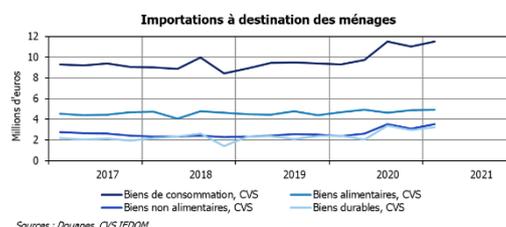
Au 1^{er} trimestre 2021, le recours au chômage partiel est resté stable. En moyenne, sur les trois mois de janvier à mars, 13 entreprises ont fait appel à ce dispositif (contre 12² au trimestre précédent) pour 57 salariés (tout comme² au trimestre précédent).



La consommation des ménages rebondit

Après avoir montré quelques signes d'affaiblissement au 4^e trimestre 2020, la consommation des ménages reprend une tendance à la hausse au 1^{er} trimestre 2021.

Les importations à destination des ménages sont en hausse (+4,4 %, CVS sur trois mois, contre -3,8 %, CVS au 4^e trimestre 2020). Cette augmentation est attribuable à l'évolution des importations de biens non alimentaires (+14,6 %, CVS après -11,2 %, CVS au trimestre précédent) et des importations de biens durables (+9,2 %, CVS après -8,4 %, CVS au trimestre précédent). Les importations de produits alimentaires augmentent également (+1,5 %, CVS après +4,6 %, CVS au trimestre précédent).

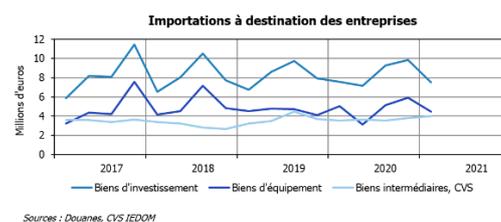


L'encours des crédits à la consommation se replie (-6,1 % sur trois mois après +6,7 % au 4^e trimestre 2020) et s'établit à 21,7 millions d'euros. Cependant, la croissance de l'encours des crédits à la consommation s'accélère sur un an (+4,1 % après +0,4 % au 4^e trimestre 2020).

Fléchissement de l'investissement des entreprises

Après une croissance ralentie au cours du 4^e trimestre 2020, l'investissement des entreprises fléchit au 1^{er} trimestre 2021.

Les importations de biens d'investissement chutent de 23,8 % en glissement trimestriel, après deux trimestres de forte croissance (+6,3 % au 4^e trimestre 2020 et +29,5 %³ au 3^e trimestre 2020). Cette forte baisse est attribuable à la chute des importations de biens d'équipement (-24,2 % après +14,7 % au 4^e trimestre 2020 et +64,6 %³ au 3^e trimestre 2020). Les importations de biens intermédiaires continuent à augmenter (+5,3 %, CVS après +5,1 %, CVS au trimestre précédent).



L'encours des crédits d'investissement décélère (+2,2 % sur trois mois contre +22,4 % au trimestre précédent) et atteint 52,7 millions d'euros. En glissement annuel, la croissance de l'encours des crédits d'investissement est toujours aussi rapide (+32,5 % après +32,3 % au trimestre précédent).

Les échanges commerciaux en baisse

Après deux trimestres de forte croissance (+19,1 % au 4^e trimestre et +17,1 % au 3^e trimestre 2020), les importations totales de l'archipel diminuent au 1^{er} trimestre 2021 (-18,0 % en glissement trimestriel) pour atteindre 21,1 millions d'euros.

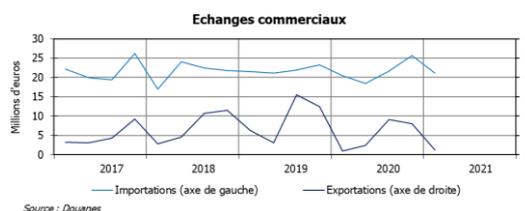
1 Les données détaillées des DEFM sont disponibles depuis décembre 2014.

2 Les données du 4^e trimestre 2020 ont été révisées.

3 Les données du 3^e trimestre 2020 ont été révisées.

Cette évolution est imputable à la baisse des importations à destination des entreprises (-23,8 % après +6,3 % au trimestre précédent). A l'inverse, les importations à destination des ménages sont bien orientées (+4,4 %, CVS contre -3,8 %, CVS au trimestre précédent), tout comme les importations de combustible (+36,7 % après +124,2 % au trimestre précédent).

Les exportations totales continuent à diminuer au 1^{er} trimestre 2021, elles chutent de 84,3 % en glissement trimestriel (après -12,3 % au trimestre précédent) pour atteindre 0,3 million d'euros. Cette évolution est due à la chute des exportations de produits de la mer (-88,9 %, après -24,4 % au trimestre précédent) qui représentent 55,6 % des exportations totales au 1^{er} trimestre. Elle s'explique également par la forte baisse des exportations de biens d'équipement (-62,0 %, après +96,1 % au trimestre précédent) qui représentent 32,1 % des exportations totales au 1^{er} trimestre.



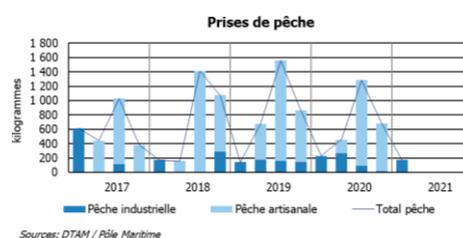
Après deux trimestres consécutifs de détérioration, la balance commerciale, structurellement déficitaire, voit une amélioration de son déficit (-13,6 % en glissement trimestriel) et atteint 20,8 millions d'euros. Le taux de couverture diminue pour le troisième trimestre consécutif et s'établit à 1,2 % au 1^{er} trimestre 2021.

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

Diminution des prises de pêche industrielle

Les prises de pêche industrielle, totalisant l'ensemble des prises de pêche ce trimestre, connaissent une tendance à la baisse (-25,0 % en glissement annuel) et s'établissent à 172 tonnes au 1^{er} trimestre 2021.

Cette diminution s'explique notamment par la chute des prises de morue (-87,2 % sur un an) représentant 11,2 % des prises totales à 19 tonnes (contre 65,7 % à 151 tonnes au 1^{er} trimestre 2020). Dans une moindre mesure, cette diminution est également due à la baisse des prises de sébaste (-41,6 % sur un an) représentant 9,9 % des prises totales à 17 tonnes.



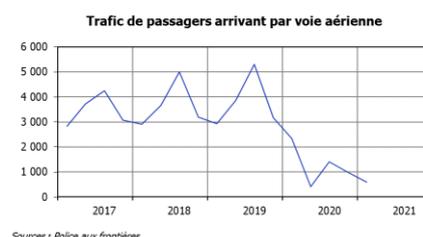
Au contraire, les prises de raie bondissent (multipliées par plus de 6 sur un an) pour s'établir à 116 tonnes, soit 67,3 % des prises totales. Les prises de flétan blanc augmentent également (+29,6 % sur un an) à 15 tonnes, représentant 8,9 % des prises totales du trimestre.

Les prises de pêche artisanale sont nulles au 1^{er} trimestre 2021, la saison n'ayant pas encore débuté au 1^{er} trimestre.

Le secteur touristique toujours en difficulté

Au 1^{er} trimestre 2021, le secteur du tourisme subit toujours les conséquences de la fermeture des frontières canadiennes.

La chute du trafic total de passager ralentit (-77,5 % en glissement annuel, après -80,2 % au 4^e trimestre, -91,0 % au 3^e trimestre et -93,7 % au 2^e trimestre 2020). Le trafic aérien poursuit sa diminution (-74,8 % en glissement annuel), après un léger ralentissement de sa baisse au trimestre précédent (-69,0 % après -73,7 % au 3^e trimestre et -89,3 % au 2^e trimestre 2020). Pour le deuxième trimestre consécutif, aucun passager n'est arrivé sur l'archipel par voie maritime.



Le nombre de touristes étrangers continue de s'effondrer au 1^{er} trimestre 2021 (-94,9 % en glissement annuel après -97,6 % au 4^e trimestre et -99,4 % au 3^e trimestre 2020). Cette forte baisse est principalement due à la diminution de la fréquentation des touristes canadiens (-92,2 %) qui représentent 82,3 % des touristes étrangers en 2020. Le nombre de touristes autres que canadiens et américains a également baissé de 86,4 %. Aucun touriste américain n'est venu sur le territoire pour le quatrième trimestre consécutif.

La conjoncture régionale et internationale

L'ACTIVITE ECONOMIQUE CANADIENNE S'ESOUFFLE

L'activité économique canadienne continue de croître à un rythme faible au 1^{er} trimestre 2021 (+1,4 %, après +2,2 % le trimestre précédent*). Par rapport au 1^{er} trimestre 2020, le PIB a progressé de 0,3 %. La croissance du PIB est due à une hausse de l'investissement en logement (+9,4 %), au maintien du soutien à l'économie sous la forme de transferts gouvernementaux aux ménages (+1,8 %), et à une amélioration sur le marché de l'emploi. La croissance des importations et exportations continue à ralentir fortement (+1,1 % et +1,5 % respectivement), tout comme les dépenses des ménages (+0,7 %), tandis que l'investissement des entreprises en machines et matériel diminue de 2,7 %. Pour le quatrième trimestre consécutif, le taux d'épargne des ménages est toujours supérieur à 10 % (+13,1 %).

L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,2 % sur un an en mars 2021 (contre 0,7 % en décembre 2020). En excluant l'énergie, l'IPC a augmenté de 1,1 %. Cette augmentation est notamment due à un effet de glissement annuel, les prix lors du printemps 2020 ayant fortement baissé suite à la crise sanitaire (décélération de l'IPC qui est passé de +2,2 % en février à +0,9 % en mars, puis -0,2 % en avril 2020). En outre, les prix des transports (+7,1 %) et du logement (+2,4 %) sont les principaux contributeurs à l'augmentation de l'IPC, tandis que les prix des vêtements et chaussures connaissent une baisse de 5,4 %. L'augmentation des prix de l'essence (+35,5 %) contribue le plus à la hausse des prix de l'énergie (+19,1 %), tout comme celle du gaz naturel (+14,1 %) et du mazout et autres combustibles (+7,7 %) – ces évolutions s'expliquant également par l'effet de glissement annuel.

Le taux de chômage canadien a baissé en mars 2021 à 7,5 % (contre 8,6 % en décembre 2020), soit le taux le plus faible depuis le début de la pandémie en février 2020. Le taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans) a baissé de 3,1 points de pourcentage et s'établit à 14 %. Il est néanmoins toujours supérieur de 3,6 points de pourcentage à son niveau de février 2020. En ce qui concerne les personnes âgées de 25 à 54 ans, le taux de chômage des hommes n'a diminué que d'un demi-point de pourcentage, tandis que celui des femmes est resté stable (6,4 % pour les hommes et les femmes). L'emploi a augmenté en mars 2020 (+1,6 %), notamment dans les secteurs concernés par l'assouplissement des mesures de santé publique : le commerce de détail (+4,5 %), l'information, la culture et les loisirs (+9,4 %), ainsi que l'hébergement et la restauration (+2,4 %). L'emploi a augmenté dans les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador (+6,5 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (+1,7 %), et est resté inchangé en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

*Donnée révisée en juin 2021

Source : Statistique Canada.

UNE REPRISE ENCORE EN DEMI-TEINTE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2021

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, l'activité mondiale a connu une très nette contraction en 2020 suite à la pandémie de Covid-19 (-3,3 % sur l'année). Pour 2021, les perspectives restent particulièrement incertaines et dépendront principalement de la trajectoire de la crise sanitaire. Les mesures supplémentaires de soutien budgétaire prises dans quelques grandes économies et la reprise attendue au second semestre grâce aux vaccins permettent au FMI d'anticiper une croissance de l'économie mondiale de 6 %, avec toutefois d'importantes disparités d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,6 % au 1^{er} trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,1 % au 4^e trimestre 2020. Cette reprise traduit la réouverture progressive de l'économie au cours du second semestre 2020 et la mise en place de mesures conséquentes de soutien monétaires et budgétaires. La consommation des ménages a ainsi progressé de 3,6 % à fin mars tandis que les commandes de biens durables ont renoué avec la croissance (+0,5 %). Selon les prévisions du FMI, l'économie américaine pourrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise dès le 2^e trimestre 2021.

Dans la zone euro, l'activité s'est contractée de 0,6 % au 1^{er} trimestre 2021 après un recul de 0,7 % au trimestre précédent. Les nouvelles restrictions prises dans plusieurs pays européens suite à la résurgence de l'épidémie sur la période ont pesé sur l'activité économique. Le taux de chômage s'établit à 8,1 % à fin mars, soit un très léger repli par rapport à fin décembre (8,2 %), tandis que l'inflation est de retour en territoire positif (+1,3 % à fin mars contre -0,3 % trois mois plus tôt).

Selon l'Insee, le PIB de la France a progressé de 0,4 % au 1^{er} trimestre 2021 après un repli de 1,4 % au trimestre précédent. La croissance du PIB est principalement portée par la hausse de l'investissement (+2,2 %) alors que la consommation des ménages n'a progressé que de façon marginale (+0,3 %) et que les exportations se sont contractées de 1,5 %. Le PIB reste toutefois inférieur de 4,4 % à son niveau du 4^e trimestre 2019, avant le début de la crise sanitaire. Sur l'ensemble de l'année 2021, la Banque de France anticipe une progression du PIB de 5,5 %.

Au Japon, le PIB a reculé de 1,3 % au 1^{er} trimestre 2021 après une hausse de 2,8 % au 4^e trimestre 2020. L'annonce d'un nouvel état d'urgence sanitaire en janvier a notamment pesé sur la consommation des ménages. Pour l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance du PIB de 3,3 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 6,7 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur PIB progresser de respectivement 12,5 % et 8,4 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +3,7 % et +5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 4 juin 2021.